

LE DEBAT EST NECESSAIRE

Des idées, des propositions différentes, parfois opposées, naissent de l'expérience des luttes. Le revendication d'augmentation égale pour tous, par exemple, n'est jamais discutée dans la presse de la CGT, sauf pour pourfendre la conception qu'a pu en avoir la direction de la CFDT. Et lorsque, conjoncturellement, la CGT lance, comme à Renault, le mot d'ordre de 150 F pour tous, le désarroi règne chez les délégués syndicaux non avertis... Rarement dans la CGT elle-même le débat avec opinions contradictoires n'a dépassé le niveau de la section syndicale. Jamais dans la presse confédérale, nous ne trouvons un écho de ce débat.

Il en est de même en ce qui concerne les expériences de lutte, la tactique, les formes d'action. Les grandes groves de 71 aux Batignolles, à Renault, à la SNCF, sont riches d'expériences multiples ; les syndiqués doivent pouvoir en discuter, tirer des bilans, les faire connaître. Les travailleurs, les syndiqués n'ont eu droit qu'à l'interprétation de la direction confédérale : celle des complots manqués.

A la RATP, la chose est encore plus manifeste, puisque c'est l'unanimité des conducteurs, y compris des adhérents au syndicat CGT, qui se sont opposés à la tactique capitularde de la direction. Comment se fait-il qu'aucun bilan critique n'ait été porté à la connaissance des syndiqués ?

La lutte est difficile dans la situation présente et le chemin semé d'embûches répète la direction de la CGT. Raison de plus pour que tous les syndiqués en débattent librement, discutent eux-mêmes des revendications et des formes de lutte les plus adaptées, et qu'ils en décident.

On pourra objecter : les syndiqués peuvent se tromper, commettre des erreurs — oui, bien sûr, de même que pendant les luttes les travailleurs dans leurs assemblées et leurs comités de grève — mais qui décide qu'il y a erreur ?

Pour nous la réponse est la suivante : si les dirigeants pensent que les syndiqués se trompent, qu'ils organisent un débat démocratique avec textes et bilans publics au besoin contradictoires où la direction comme les militants pourront donner leurs appréciations. Ainsi les militants pourraient tirer eux-mêmes les leçons de leur expérience et cela serait profondément éducatif pour l'ensemble du syndicat ainsi que pour les travailleurs ayant participé à l'action.

Par contre, les tactiques erronées imposées bureaucratiquement par l'appareil conduisent à la démoralisation des syndiqués et de la masse des travailleurs. Elles ne les éduquent pas, elles les découragent.

CONQUERIR LE DROIT DE TENDANCE

Les textes préparatoires au 38ème Congrès exposent une orientation particulière : celle de la fraction du PCF. C'est le droit le plus strict des militants du PCF de développer leurs idées et leur orientation dans la CGT. Nous ne leur reprochons pas de chercher à la diriger, ni même de la diriger s'ils sont majoritaires. Nous leur reprochons d'interdire l'expression et la circulation des idées, des propositions, des orientations qui ne sont pas les leurs.

Pas plus qu'il n'y a de bilans réels des expériences de lutte, il n'y a véritablement de débat d'orientation. Les textes de la direction circulent peu et sont rarement discutés dans les sections. La forme démocratique est respectée, avec congrès, vote, élections, etc., mais c'est une forme vide. Il